

heureusement, le gouvernement n'a pas su exprimer de façon satisfaisante la grande inquiétude qui se manifeste et que je trouve très vivifiante. La semaine dernière, le sénateur Edward Kennedy a expédié des lettres au président sortant et au président élu. Il a déclaré que les décisions du gouvernement des États-Unis au sujet de la guerre civile et de la destruction massive de vies humaines au Nigéria-Biafra ne doivent pas être oubliées pendant la période de transition politique et ne peuvent attendre l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement. Il a décrit la situation comme étant une «terrifiante tragédie». Il a ajouté:

● (4.10 p.m.)

Je ne saurais accepter l'idée que la situation de plus en plus alarmante et les énormes pertes de vie au Nigéria-Biafra sont d'abord une question interne ou africaine qui doit être abordée dans ce contexte, quelque souhaitable que soit cet objectif.

Qu'il me soit permis d'ajouter combien cela conviendrait à ceux qui adoptent cette attitude, si c'était le cas.

Le seul fait que des quantités d'armes venant de nombreuses parties du monde arrivent dans la région pour prolonger inutilement la violence aux dépens de millions de victimes innocentes devrait troubler la conscience de toute l'humanité—surtout celle de notre nation dont les traditions et les idéaux exigent d'elle un maximum d'efforts pour servir la paix et assurer le bien-être de l'humanité.

Le sénateur Kennedy a écrit:

Les États-Unis ont toujours trouvé moyen de jouer de leur influence dans les affaires des autres quand leur intérêt politique et leur sécurité nationale étaient en jeu. Selon la tradition historique de notre pays, je souhaiterais que nous puissions encore exercer notre grande influence quand de grandes tragédies humaines frappent notre prochain.

C'est pourquoi, aujourd'hui, j'exhorte nos dirigeants à déployer tous leurs efforts pour répondre aux besoins de nos semblables au Nigéria et au Biafra.

Le sénateur Kennedy a fait trois propositions. Je reconnais qu'elles se rattachent au contexte américain, mais elles méritent d'être répétées dans ce débat.

Tout d'abord, j'insiste pour que les États-Unis intensifient leurs initiatives diplomatiques afin de faire cesser sur-le-champ l'expédition d'armes aux deux camps...

Et le Canada pourrait être tellement plus efficace à cet égard, étant donné ses relations spéciales avec le Royaume-Uni.

... de chercher sans tarder à obtenir un cessez-le-feu de la part des combattants et d'appuyer ardemment, sans porter préjudice à l'une ou l'autre partie, les efforts renouvelés de l'Organisation de l'Unité Africaine pour amener les parties belligérantes à la table de conférence. Je ne crois pas que la communauté internationale soit devenue complètement insensible aux préceptes impérieux de la morale touchant l'avènement d'un monde nouveau. Aussi ai-je le ferme espoir qu'un appel vraiment urgent en faveur de la paix sera appuyé

du monde entier et trouvera un écho chez les chefs des belligérants.

Deuxièmement, j'exhorte les États-Unis à accroître sensiblement leur apport, uniquement pour des fins humanitaires et en collaboration avec les parties belligérantes, aux tentatives de secours du Comité international de la Croix-Rouge, de l'UNICEF et des organismes bénévoles privés, dont les dévoués représentants sur place sont dignes des plus hauts éloges pour la mission qu'ils accomplissent à leurs risques et périls.

La dure réalité nous oblige à admettre que les organismes de secours ne disposent pas de fonds, de vivres ou de médicaments suffisants et des modes de livraison requis pour les exigences actuelles, sans parler des besoins accrus que l'on prévoit pour la fin de l'année. L'engagement des États-Unis devrait, à mes yeux, être total—notamment dans leur réponse aux appels lancés par les organismes confessionnels qui assurent un pont aérien au cœur du pays biafrais assiégé, dont les millions d'habitants sont en proie à la famine.

Toutefois, je ne crois pas qu'on déploie tous les efforts qu'on pourrait déployer, dans les circonstances actuelles. Je prie donc instamment nos dirigeants de s'engager à fond à faire le nécessaire en fournissant des fonds, du personnel, des appareils et des fournitures afin d'alléger cette situation vraiment désespérée. Il faut avant tout constituer immédiatement des réserves de vivres. Les États-Unis ont bien les moyens de libérer des denrées supplémentaires, surtout les excédents de maïs. Assurons-nous vigoureusement l'aide d'autrui, grâce à une alliance humanitaire internationale, afin de prévenir ce qui pourrait fort bien devenir une des plus grandes tragédies des temps modernes.

Troisièmement, je prie le président Johnson et le futur président Nixon d'autoriser conjointement la nomination d'un représentant spécial du président chargé de galvaniser l'énergie du pays afin de faire ce qu'il faut au Nigéria-Biafra, et de mobiliser les secteurs public et privé dans une alliance humanitaire internationale au profit des millions d'affamés. A l'instar des missions accomplies dans le passé par Herbert Hoover, Herbert Lehman et d'autres bienfaiteurs de l'humanité, le représentant spécial devra faire montre d'une compassion profonde à l'égard de gens qui se trouvent dans la dernière misère.

Le sénateur Kennedy termine en disant:

Je me rends parfaitement compte des nombreuses difficultés qui se posent lorsqu'il s'agit de prendre de nouvelles initiatives pour améliorer la situation au Nigéria et au Biafra—notamment celles qui ont trait à la nécessité primordiale de conclure un cessez-le-feu et un règlement négocié. Mais je sais également, en dépit du fait que des mesures intensifiées pour nourrir une population affamée peuvent certainement sauver des vies, que seule la fin hâtive du conflit écartera la catastrophe imminente de la famine générale et permettra d'établir les conditions pour l'adoption d'un programme de secours et de reconstruction pleinement efficace.

L'enjeu est des vies humaines—des vies innocentes et africaines, des milliers et même des millions de vies—dont la destruction pèsera sur la conscience du Nigéria et du Biafra et sur toute l'humanité pour des générations à venir, à moins qu'on ne fasse davantage pour les épargner.

Que les hommes d'État agissent aujourd'hui même—parce que c'est la chose équitable à faire—parce qu'il est inconcevable que nous nous taisions—et parce que l'espoir de toute l'humanité en un monde meilleur sera raffermi.

Le Canada n'est pas en pleine transition. Le premier ministre et le gouvernement ont un